



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Délégation interministérielle à l'hébergement
et à l'accès au logement**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**Hébergement et exploitation du système d'information (SI) de l'étude
nationale des coûts (ENC) du dispositif Accueil,
Hébergement, Insertion (AHI)**

Procédure : SG-SAD3-025-25

Table des matières

1 - Objet du marché	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Caractéristiques du marché	4
3.1 - Procédure de passation	4
3.2 - Forme du contrat	5
3.3 - Durée du marché	5
3.4 - Lieu d'exécution des prestations	5
3.5 - Considérations sociales et environnementales	5
3.5.1 - Considérations environnementales	5
3.5.2 - Considérations sociales	6
4 - Les prestations attendues	6
5 - Modalités d'exécution des prestations	7
5.1 - Début des prestations	7
5.2 - Émission des bons de commande	7
5.3 - Durée d'exécution des bons de commande	7
5.4 - Modifications des bons de commande	7
5.5 - Modifications des prestations en cours d'exécution	8
5.6 - Prolongation du délai d'exécution	8
6 - Conduite de la prestation	8
7 - Statut des intervenants et remplacement	8
7.1 - Statut des intervenants	8
7.2 - Dispositions relatives au remplacement	9
8 - Modalités de vérification et d'admission des prestations	9
8.1 - Vérification et admission des prestations	9
8.2 - Admission conditionnée par une Vérification d'Aptitude	9
8.3 - Vérification de Service Régulier	10
8.4 - Admission conditionnée par une validation des livrables	11
8.5 - Admission conditionnée par une constatation	12
9 - Prix des prestations	13
9.1 - Contenu et forme de prix	13
9.2 - Actualisation des prix	13
10 - Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	14
11 - Modalités de règlement	14
11.1 - Avance	14
11.1.1 - Montant de l'avance	15
11.1.2 - Remboursement de l'avance	15

11.2 -	Échéance des paiements	15
11.3 -	Délai global de paiement.....	15
11.4 -	Intérêts moratoires	15
12 -	Facturation.....	16
12.1 -	Mentions obligatoires	16
12.2 -	Monnaie applicable :	16
12.3 -	Modalités de transmission des factures :.....	16
13 -	Pénalités	17
13.1 -	Pénalités concernant la prestation de reprise	17
13.2 -	Pénalités concernant la maintenance corrective.....	17
13.3 -	Pénalités concernant la disponibilité et la continuité de service	18
13.4 -	Limitation et modalités de liquidation des pénalités	18
14 -	Droits d'usage et de propriété des logiciels.....	18
14.1 -	Champ d'application	18
14.2 -	Droit d'usage des logiciels spécialement développés pour l'Administration.....	18
14.2.1 -	Logiciels spécifiques	18
14.2.2 -	Études – Résultats – Bases de données	19
14.2.3 -	Principes communs aux études, résultats, bases de données et aux logiciels spécifiquement développés pour l'Administration	19
14.3 -	Droit d'usage des logiciels non spécifiquement développés pour l'Administration	20
14.3.1 -	Logiciels standards.....	20
14.3.2 -	Bases de données.....	20
14.3.3 -	Logiciels et autres éléments du titulaire	20
15 -	Garantie vis-à-vis des tiers	21
16 -	Obligation de conseils et de mise en garde	21
17 -	Obligation de discrétion, confidentialité, sécurité et habilitation	21
18 -	Prise en compte des évolutions technologiques.....	23
19 -	Reprise et réversibilité.....	23
20 -	Assurance du titulaire.....	23
21 -	Résiliation du marché	24
22 -	Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)	24
23 -	Différends	25
23.1 -	Recours au comité consultatif de règlement amiable	25
23.2 -	Recours au médiateur :	25
24 -	Litiges.....	25
25 -	Dérogation aux documents généraux	26

1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations relatives à la maintenance applicative, à l'exploitation et à l'hébergement et au support du système d'information de l'étude nationale des coûts (ENC) du dispositif Accueil, Hébergement, Insertion (AHI) de la DIHAL.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles — seul faisant foi, CCAG/TIC excepté, l'exemplaire original unique conservé dans les archives de l'administration – sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - X Annexe n° 1 : Bordereau des prix ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixant les dispositions administratives ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixant les dispositions techniques et ses annexes ;
 - X Annexe 1 – Liste des acronymes
 - X Annexe 2 – Spécifications Détaillées ENC AHI
 - X Annexe 3 – Architecture technique
 - X Annexe 4 – Arrêté du 1 octobre 2015 portant approbation de la politique de sécurité des systèmes d'information pour les ministères chargés des affaires sociales
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/TIC) Arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le plan assurance qualité (PAQ) remis à l'appui de l'offre finale et ses versions actualisées pendant l'exécution du marché ;
- Le plan assurance sécurité (PAS) remis à l'appui de l'offre finale et ses versions actualisées pendant l'exécution du marché ;
- Le ou les bons de commande ;
- Le ou les éventuels(s) acte(s) modificatif(s).

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces contractuelles – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/TIC – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC, la notification ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE).

3 - Caractéristiques du marché

3.1 - Procédure de passation

Le marché a été passée en procédure adaptée en raison du montant, en application des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1° et R. 2123-4 du Code de la commande publique (CCP).

3.2 - Forme du contrat

Le marché est un marché de services.

Le marché se compose :

- D'une partie forfaitaire annuelle (identifié à l'annexe financière),
- Et d'une partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 7 000€ HT annuel.

Il est mono-attributaire.

3.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

Il est reconductible tacitement 3 fois 12 mois sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Chaque reconduction part de la date anniversaire du marché et le titulaire ne peut s'y opposer.

En cas de non-reconduction, la décision est notifiée au titulaire un mois, au plus tard, avant la date d'échéance du marché.

3.4 - Lieu d'exécution des prestations

Les prestations peuvent s'exécuter soit :

- Dans les locaux du titulaire ;
- Ou dans les locaux de la DIHAL pour les participations aux instances de suivi et aux réunions de travail.
- Ou dans les locaux de l'administration, à la DIHAL en Ile-De-France ou en régions (dans les locaux des DREETS).

3.5 - Considérations sociales et environnementales

3.5.1 - Considérations environnementales

Le pôle ministériel soucieux de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

La plus importante part de l'impact environnemental d'un site web réside dans son usage. Il importe donc de veiller, dès sa conception mais aussi lors des opérations de maintenance, à réduire la consommation énergétique liée à son utilisation.

Le titulaire doit évaluer l'impact environnemental du site web et de l'application et à le réduire au fil du marché. Pour ce faire, il utilise l'outil EcoIndex (développé par le collectif GreenIT) qui permet d'estimer la performance environnementale d'un site web. Le collectif GreenIT a également développé une checklist pour l'écoconception web qui pourrait être utile au titulaire.

Le titulaire du marché expose les mesures mises en œuvre pour suivre les recommandations du guide pratique pour des achats numériques responsables de l'Etat (<https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/guide-pratique-achats-numeriques-responsables/>), en particulier pour les infrastructures et cloud (recherche d'un PUE -Power Usage

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

3.5.2 - Considérations sociales

Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations

Les Ministères de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique et le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire bénéficient du Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité.

A ce titre, il est conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le pôle ministériel MTE met actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

A cet effet, le questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexé au règlement de consultation (annexe 2) complété doit être remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

4 - Les prestations attendues

Les prestations du marché sont les suivantes :

P1	Opérations de reprise et de prise de connaissance
P2	Hébergement et exploitation de l'application
P3	Maintenance Applicative TM1 : Maintenance logicielle corrective TM2 : Maintenance logicielle adaptative TM3 : Maintenance logicielle évolutive
P4	Support aux utilisateurs SF1 : Support
P5	Réversibilité

Elles sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

5 - Modalités d'exécution des prestations

5.1 - Début des prestations

Les prestations annuelles à prix forfaitaire (identifiées dans l'annexe financière), débutent dès la notification du marché.

Les prestations à prix unitaire (identifiées dans l'annexe financière) s'exécutent par l'émission des bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

L'exécution de la réversibilité prévue au CCTP est notifiée au titulaire par un bon de commande, quelle qu'en soit la raison.

5.2 - Émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) lors de la survenance du besoin. Ils sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel, avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Les bons de commande mentionnent les informations suivantes :

- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence et l'objet du marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- Le service bénéficiaire ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire en cas de facturation électronique : FAC9450075 ;
- La signature de la personne habilitée ;
- La désignation des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- Le ou les lieux d'exécution des prestations
- La ou les quantité(s) commandée(s)
- Le prix unitaire hors taxes ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;
- Le n° d'engagement juridique « EJ ».

5.3 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires après la fin du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, plus de trois mois après ce terme, peut encore effectuer les opérations de vérification et, le cas échéant, demander au titulaire de procéder à la mise au point d'une prestation ajournée ou à la nouvelle exécution d'une prestation rejetée, selon les délais prévus pour la constatation de l'exécution des prestations.

5.4 - Modifications des bons de commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande,

l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties.

5.5 - Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 24h00, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification des prestations non prévue au marché, notamment si elle entraîne un changement du prix, ne peut être réalisée que par avenant.

5.6 - Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel, selon les modalités décrites à l'article 13.3 du CCAG/TIC.

Il est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

6 - Conduite de la prestation

Le suivi de la prestation est assuré par la Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement (DIHAL).

Le titulaire désigne dès la notification du marché, un responsable de projet qui est l'interlocuteur privilégié de la DIHAL.

7 - Statut des intervenants et remplacement

7.1 - Statut des intervenants

L'équipe affectée à l'exécution des prestations par le titulaire relève de la seule autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci. L'Administration ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire. Toute demande doit transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Administration, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

7.2 - Dispositions relatives au remplacement

La bonne exécution des prestations dépend des personnes nommément désignées pour en assurer la conduite. Si l'un d'eux n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement le service en charge de l'exécution du marché et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, lorsqu'il est prévu dans le marché que toutes les prestations doivent être exécutées par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En aviser sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au représentant du pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans **un délai de 15 jours calendaires** à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent, à la DIHAL.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations des remplaçants par l'Administration, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

8 - Modalités de vérification et d'admission des prestations

8.1 - Vérification et admission des prestations

Les opérations de constatation, de vérification et d'admission sont effectuées dans les conditions stipulées au chapitre V du CCAG-TIC.

Tout avis de rejet est motivé et formalisé par écrit au titulaire.

Les vérifications sont effectuées par l'Administration ou par un tiers désigné à cet effet, en présence du titulaire ou de son représentant désigné à cet effet. L'absence du titulaire ou de son représentant ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

8.2 - Admission conditionnée par une Vérification d'Aptitude

Pour ces prestations, les opérations de vérification prennent la forme d'une vérification d'aptitude (VA).

La vérification d'aptitude a pour but de constater :

- Que les fournitures attendues ont effectivement été remises ou mises à disposition de l'Administration,
- Et que les prestations réalisées présentent les caractéristiques techniques et fonctionnelles qui les rendent aptes à remplir les exigences précisées par le CCTP, qu'elles sont conformes aux besoins et aux spécifications définies dans le cadre de la prestation faisant l'objet de la vérification, et que le système d'information maintenu peut être mis en service et utilisé par ses utilisateurs.

Le titulaire remet à l'Administration les livrables attendus dans les délais prévus au CCTP ou dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC, l'Administration dispose d'un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la transmission du livrable, pour prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet. Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise. Ce délai peut être prorogé par accord entre les parties.

L'Administration apprécie en particulier si le livrable est conforme au contenu des documents contractuels régissant le marché.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'Administration prend une décision d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire se voit signifier par l'Administration un délai pendant lequel il interviendra à nouveau sur le système d'information et au terme duquel il notifiera une nouvelle mise en ordre de marche permettant à l'Administration de reprendre les opérations de vérification d'aptitude. Passé ce délai, fixé par l'Administration en fonction du niveau de complexité des difficultés rencontrées, l'Administration se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard prévues par le présent marché au titulaire. La mise en ordre de marche est assurée par le titulaire.

L'issue de la vérification d'aptitude est conditionnée par la nature des anomalies constatées lors de l'exécution des programmes de tests, à l'exception des anomalies ayant pu être corrigées par le titulaire avant la décision de l'Administration.

Si la vérification d'aptitude est positive, l'Administration prend une décision d'entrée en vérification de service régulier « VSR » (admission) qu'elle notifie au titulaire.

La durée de la vérification d'aptitude par l'Administration est fixée par l'Administration en fonction de l'ampleur et de la complexité des prestations commandées. Elle ne peut dépasser trois mois, sauf en cas d'accord des parties. En cas d'ajournement, ce délai ne prend pas en compte la période d'intervention pour correction par le titulaire ; après notification de nouvelle mise en ordre de marche par le titulaire, le délai dont dispose l'Administration pour prendre une nouvelle décision ne peut être inférieur à un mois.

8.3 - Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de constater :

- Que les prestations réalisées sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation et d'utilisation, pour remplir les exigences définies dans le cahier des charges techniques, qu'elles sont conformes aux besoins et aux spécifications définies conformément au cahier des charges techniques dans le cadre de la prestation faisant l'objet de la vérification,
- Que les fournitures attendues ont effectivement été remises à l'Administration.

La régularité du service s'observe pendant un (1) mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à l'Administration les livrables attendus dans les délais prévus au CCTP ou dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC, l'Administration dispose d'un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la transmission du livrable, pour prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet. Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise. Ce délai peut être prorogé par accord entre les parties.

L'Administration apprécie en particulier si le livrable est conforme au contenu des documents contractuels régissant le marché.

Si la vérification de service régulier est négative, l'Administration prend une décision d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement, le titulaire se verra signifier par l'Administration un délai pendant lequel il interviendra à nouveau sur le système d'information et au terme duquel il notifiera une nouvelle mise en ordre de marche permettant à l'Administration de reprendre les opérations de vérification de service rendu, pour une nouvelle période d'un mois. Si le délai de remise en ordre de marche, fixé par l'Administration en fonction du niveau de complexité des difficultés rencontrées, n'est pas respecté par le titulaire, les pénalités de retard prévues par le présent marché seront appliquées au titulaire. La mise en ordre de marche est assurée par le titulaire.

Les prestations suivantes sont admises par Vérification d'Aptitude (VA) et Vérification de Service Régulier (VSR) :

P1	Opérations de reprise et de prise de connaissance
P3	Maintenance Applicative TM1 : Maintenance logicielle corrective TM2 : Maintenance logicielle adaptative TM3 : Maintenance logicielle évolutive

8.4 - Admission conditionnée par une validation des livrables

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations sont menées dans les locaux de l'Administration et se déroulent comme suit.

Le titulaire remet à l'Administration les livrables attendus dans les délais prévus au CCTP ou dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC l'Administration dispose d'un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la transmission du livrable, pour prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet. Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise. Ce délai peut être prorogé par accord entre les parties.

L'Administration apprécie en particulier si le livrable est conforme au contenu des documents contractuels régissant le marché.

Lorsque l'Administration estime que les livrables pourraient être admis moyennant certaines mises au point, elle en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter de nouveau dans un nouveau délai défini par l'Administration, qui ne peut dépasser 15 jours après la première livraison.

Lorsque l'Administration estime que des livrables ne satisfont pas entièrement aux conditions du contrat, mais qu'ils présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

La décision de réfaction est motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après que celui-ci a été mis à même de présenter ses observations.

Lorsque l'Administration chargée du suivi du contrat estime que les livrables ne peuvent être admis en l'état, elle en prononce le rejet. En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire de l'Administration, d'exécuter de nouveau le service commandé.

Les prestations suivantes sont admises par validation de livrables :

P4	Support aux utilisateurs SF1 : Support aux utilisateurs
-----------	---

8.5 - Admission conditionnée par une constatation

L'Administration vérifie la conformité des fournitures ou des services exécutés avec les spécifications du CCTP, et le cas échéant, aux besoins exprimés conformément au CCTP dans le cadre de la prestation faisant l'objet de la vérification. Elle procède à son admission par la constatation du service fait.

Le titulaire remet à l'Administration les livrables attendus dans les délais prévus au CCTP ou dans le bon de commande.

L'Administration dispose d'un délai de 20 jours ouvrés, à compter de la date de fin d'exécution de la prestation, pour prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet. Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise. Ce délai peut être prorogé par accord entre les parties.

L'Administration apprécie en particulier si le livrable est conforme au contenu des documents contractuels régissant le marché.

À l'issue des opérations de vérification, l'Administration peut prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

Lorsque l'Administration estime que les fournitures ou les services pourraient être admis moyennant certaines mises au point, elle en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué ces mises au point.

Lorsque l'Administration estime que des fournitures ou services ne satisfont pas entièrement aux conditions du contrat, mais qu'ils présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections ou non-conformités constatées.

La décision de réfaction est motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après que celui-ci a été mis à même de présenter ses observations.

Lorsque l'Administration estime que les services ne peuvent être admis en l'état, elle en prononce le rejet.

En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire de l'Administration, d'exécuter de nouveau le service commandé.

Les prestations suivantes sont admises par constatation :

P2	Hébergement et exploitation de l'application
-----------	---

P4	Support aux utilisateurs SF1 : Support
P5	Réversibilité

9 - Prix des prestations

9.1 - Contenu et forme de prix

Les prix des prestations sont des prix unitaires et forfaitaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations, notamment les déplacements, les assurances, la main d'œuvre, le coût des communications téléphoniques, les consommables, le transport jusqu'au lieu de livraison, ou encore les frais d'ajournement ou de rejet des prestations.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne exécution du marché. Il est précisé que le prix de la cession exclusive des droits de propriété intellectuelle des livrables issus de l'exécution du marché est également compris dans le prix du marché.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres.

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

9.2 - Actualisation des prix

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, les prix sont définitifs, fermes et éventuellement actualisables.

Il est prévu que :

- Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;
- Le prix du présent marché est réputé établi à la date de remise de l'offre, par le titulaire, qui équivaut au mois zéro ;
- L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations ;
- L'index de référence I choisi pour la révision des prix est un indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 62.02 - Services de conseil en informatique - Base 2021 – identifiant 010766573. Il est publié trimestriellement et peut être consulté sur Internet dans la Banque de données macro-économiques de l'INSEE.
- L'indice mensuel correspondant à cet indice trimestriel est la dernière mise à jour de l'indice mise en ligne par l'Insee (www.insee.fr, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766573>).
- La formule d'actualisation du prix est la suivante : $P_r = P_0 \times (I_{d-3} / I_0)$, dans laquelle :
 - I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index

- de référence I , sous réserve que le mois d de la date d'effet du contrat qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro ;
- P_0 est le prix ferme mentionné dans l'annexe 1 financière au contrat ;
 - P_r est le prix de règlement.

10 - Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, **le titulaire peut produire à une fréquence trimestrielle un état de consommation. Cet état reprend les bons de commande lancés par l'acheteur et les factures émises par le titulaire faisant apparaître la date, l'objet et le montant.**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

11 - Modalités de règlement

S'il y a lieu, les pénalités applicables, décrites dans l'article relatif aux pénalités du présent document, sont soustraites des paiements.

11.1 - Avance

L'option A de l'article 11 du CCAG/TIC s'applique.

Pour les prestations annuelles à prix forfaitaire, conformément aux dispositions du code de la commande publique une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisée par cette durée exprimée en mois.

Pour les prestations à prix unitaires, selon les dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois. Cette avance n'est due que sur la part du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans la rubrique relative à l'avance de l'acte d'engagement.

11.1.1 - Montant de l'avance

Le montant de l'avance est fixé à 20 %, hors part éventuellement sous-traitée.

Le taux d'avance est porté à 30 % pour une petite et moyenne entreprise (PME).

11.1.2 - Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre de règlement partiel définitif. Il commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

11.2 - Échéance des paiements

Le règlement concernant la ou les prestation(s) à prix forfaitaire annuel, est effectué semestriellement après les opérations de vérification et leurs validations par la personne publique et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque bon de commande est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leurs validations par la personne publique et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

Le marché donne lieu, pour chaque bon de commande, à des versements à titre de règlements partiels et/ou définitifs à compter de l'admission des prestations.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait par l'acheteur.

Pour l'ensemble des prestations, les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article ci-après.

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

11.4 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

12 - Facturation

12.1 - Mentions obligatoires

Le titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro (n° EJ) et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- Pour les factures dématérialisées, le code exécutant suivant : **FAC9450075**,
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le détail de leur prix,
- Les quantités éventuellement,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

12.2 - Monnaie applicable :

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.3 - Modalités de transmission des factures :

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire

d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

13 - Pénalités

En cas de manquement à ses obligations contractuelles et par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités décrites ci-après.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique ou en un cas de force majeure, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les observations que le titulaire du marché serait amené à formuler sur les décomptes de pénalités doivent être présentées à la personne publique dans un délai maximal de trente (30) jours ouvrés à compter du jour où le décompte lui a été notifié.

Dans l'ensemble de ce chapitre, **les jours sont considérés comme des jours ouvrés** sauf indication contraire.

Les pénalités s'entendent en moyenne sur un mois calendaire sauf mention contraire, et sont arrêtées au 15 du mois m+1 pour le mois m.

13.1 - Pénalités concernant la prestation de reprise

Durant la période de VSR (un mois après la bascule de responsabilité), l'arrêt de production n'excède pas 3 jours ouvrés.

En cas de non-respect de ce délai, les pénalités applicables sont les suivantes :

Retard constaté	Pénalité applicable
Supérieur à 3 jours ouvrés d'arrêt de production supplémentaire	4 000 € par jour supplémentaire

13.2 - Pénalités concernant la maintenance corrective

Les délais de réalisation des opérations de maintenance corrective sont de :

- 2 jours ouvrés pour une anomalie bloquante
- 2 jours ouvrés pour une anomalie majeure
- 20 jours ouvrés pour une anomalie mineure

En cas de non-respect de ces délais, les pénalités applicables sont les suivantes :

Retard constaté	Pénalité applicable
Anomalie bloquante	2 000 € par journée supplémentaire

Anomalie majeure	1 500 € par journée supplémentaire
Anomalie mineure	100 € par journée supplémentaire

13.3 - Pénalités concernant la disponibilité et la continuité de service

Le titulaire garantit la disponibilité et la continuité de service des systèmes mis en œuvre dans le cadre du présent marché : le cumul des interruptions non programmées pendant les plages de disponibilité prévues pour l'ensemble des applications du marché ne dépasse pas :

- 2 jours ouvrés consécutifs
- 8 jours ouvrés au total sur une année d'exécution

En cas de non-respect de ce délai, les pénalités applicables sont les suivantes :

Conditions de la pénalités	Montant de la pénalité
Durée d'arrêt de production supérieure à 2 jours ouvrés consécutifs	2 000 € par journée d'arrêt supplémentaire
Durée d'arrêt de production supérieure à 8 jours ouvrés sur une période d'une année	2 000 € par journée d'arrêt supplémentaire

13.4 - Limitation et modalités de liquidation des pénalités

Lorsqu'un dysfonctionnement donne lieu à l'application de plusieurs pénalités, il ne sera fait application dans ce cas que de la pénalité la plus forte.

Au-delà de ce plafond, l'Administration se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire du marché. L'Administration conserve son pouvoir unilatéral de résiliation en deçà de ce plafond, notamment pour manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par compensation au moyen de retenue(s) sur les paiements à effectuer.

14 - Droits d'usage et de propriété des logiciels

14.1 - Champ d'application

Les clauses du présent article s'appliquent aux droits de propriété et aux droits d'usage de l'Administration sur les produits logiciels fournis dans le cadre du présent marché, qu'ils soient spécifiquement ou non conçus et développés par le titulaire.

14.2 - Droit d'usage des logiciels spécialement développés pour l'Administration

14.2.1 - Logiciels spécifiques

Le terme « Logiciel spécifique » est notamment étendu à tous les composants programmatiques fournis par le titulaire dans le cadre du présent marché (développements spécifiques, procédures d'installation,

procédures d'exploitation, scripts de paramétrage, script de création du schéma de données, outils) spécifiquement développés.

Dans le cas des logiciels spécifiquement conçus et développés par le titulaire pour l'Administration, le titulaire s'engage à céder à titre exclusif l'ensemble des droits patrimoniaux à l'Administration comprenant les droits suivants :

- De modification et de décompilation (logiciel) ;
- D'adaptation et de traduction ;
- D'exploitation ;
- De reproduction ;
- De représentation et diffusion ;
- D'utilisation et commercialisation (à titre gratuit ou onéreux par tout procédé) ;
- De cession.

L'Administration acquiert l'ensemble de ces droits patrimoniaux sur les logiciels spécifiques, pour le territoire du monde entier, pour tous supports, pour la durée de protection légale des droits d'auteur.

Dans le cadre de cette cession, le titulaire transfère à l'Administration :

- Les codes sources qui sont composés d'un ou plusieurs supports numériques ;
- En deux exemplaires, chacun sur support numérique : les codes exécutables ainsi que tout fichier de configuration ou de données destiné à être installé conjointement, accompagnés s'il y a lieu de leur logiciel d'installation ;
- En deux exemplaires, chacun sur un support numérique : la partie de la documentation technique impactée par la prestation (documents nouveaux ou modifiés), ou bien toute la documentation, si un grand nombre de documents est impacté.

Le titulaire certifie que les logiciels spécifiques ne sont ni ne seront cédés à d'autres personnes que l'Administration.

Les droits patrimoniaux sont acquis par l'Administration dès la livraison des codes sources par le titulaire intervenant chaque année à date anniversaire de la notification du marché ou sur demande de l'Administration.

14.2.2 - Études – Résultats – Bases de données

Toutes les études, résultats et bases de données spécifiquement réalisées pour l'Administration lors de l'exécution du présent marché deviennent la propriété de l'Administration qui en acquiert l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (droits de modification et de décompilation pour les logiciels, d'adaptation et de traduction, d'exploitation, de reproduction, de représentation et diffusion, d'utilisation et commercialisation (à titre gratuit ou onéreux par tout procédé), de cession, de la façon la plus large, pour tous les pays ou pour tous supports).

Le titulaire s'interdit de publier des résultats obtenus dans le cadre du présent marché ou toute information en relation avec ces résultats, sans l'accord exprès et préalable de l'Administration.

14.2.3 - Principes communs aux études, résultats, bases de données et aux logiciels spécifiquement développés pour l'Administration

Le titulaire s'interdit tout usage, sous quelque forme que ce soit, de tout ou partie des éléments cédés sans l'accord de l'Administration.

Tous les documents et supports produits et réalisés dans le cadre du marché deviennent propriété de

l'Administration.

Les logiciels, spécifiquement conçus et développés par le titulaire pour le système ENC AHI, et cédés dans le cadre du présent marché, le sont pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur définis à l'article L.123-1 du code de la propriété intellectuelle.

L'Administration est autorisée par le titulaire à effectuer les actes prévus au 1° et 2° de l'article L.122.6 du code de la propriété intellectuelle lorsqu'ils sont nécessaires pour permettre l'utilisation des logiciels conformément à leur destination, y compris pour corriger des erreurs.

Toutefois, lorsque dans l'exécution du présent marché, L'Administration décèle une non-conformité du logiciel, le titulaire procède lui-même aux corrections nécessaires pour rendre le logiciel conforme à sa destination dans le cadre de la prestation de maintenance.

L'Administration est autorisée à reproduire le code du logiciel livré et spécifiquement conçu et développé par le titulaire pour le système ENC AHI ou à en traduire la forme, seulement lorsque la reproduction ou la traduction au sens du 1° et du 2° de l'article L. 122-6 est indispensable pour obtenir les informations nécessaires à la compatibilité d'un logiciel créé par ou pour elle de façon indépendante avec d'autres logiciels, et ce dans le respect des dispositions de l'article L. 122-6-1.IV du code de la propriété intellectuelle.

Le titulaire s'engage à disposer des droits nécessaires pour concéder à la personne publique les droits suivants sur les logiciels et progiciels spécifiquement développés pour l'Administration, ainsi que sur les adaptations et développements y afférents :

- Droits exclusifs d'exploitation et d'utilisation ;
- Droits de reproduction ;
- Droits de modification et d'adaptation ;
- Droits de représentation.

14.3 - Droit d'usage des logiciels non spécifiquement développés pour l'Administration

Le titulaire fournit la liste exhaustive de tous les logiciels non développés spécifiquement pour le présent marché pour validation préalable par la personne publique. Tous les droits d'usage de ces logiciels pendant la durée du marché seront acquis par le titulaire du marché. La personne publique se réserve le droit de refuser tout logiciel dont la possibilité d'usage n'est pas prouvée.

14.3.1 - Logiciels standards

Les « logiciels standards » nécessaires à l'exécution du présent marché font l'objet d'une concession de droit d'utilisation non exclusive.

14.3.2 - Bases de données

Le titulaire autorise l'Administration à extraire et exploiter librement les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

14.3.3 - Logiciels et autres éléments du titulaire

Le titulaire reste propriétaire des éléments qui lui appartiennent tels que : études, méthodes, outils, logiciels et progiciel, savoir-faire qui sont utilisés pour l'exécution du présent marché mais qui n'ont pas

été spécifiquement développés ou réalisés pour l'Administration en application des termes du présent marché.

15 - Garantie vis-à-vis des tiers

L'Administration et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui le concerne, de leurs connaissances, susceptibles ou non de faire l'objet d'un droit de propriété intellectuelle, détenues antérieurement à la date de notification du marché.

Si le titulaire entend utiliser pour l'exécution du marché des procédés ou produits couverts par des droits de propriété intellectuelle, obtenus par lui-même ou par voie de licence, à la date de conclusion du marché ou en cours d'obtention à cette date, il le fait connaître à l'Administration.

Il lui remet, dans le cas où ces procédés ou produits doivent être utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché, une déclaration attestant qu'à la date de notification du marché, et pour sa durée prévisible d'exécution, il est bien titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ces procédés ou produits, ou bien qu'il dispose des accords de licence ou des droits d'usage lui permettant d'utiliser légalement ces produits et ces procédés dans la réalisation du présent marché.

À défaut de déclaration, le titulaire est réputé avoir la libre disposition de tous les procédés ou produits utilisés pour la réalisation du présent marché et garantit l'Administration dans les conditions, ci-après exposées, contre toute revendication des tiers faisant obstacle à la libre utilisation de ces produits et procédés par l'Administration.

Si l'Administration, du fait de l'action d'un tiers, est victime d'un trouble de jouissance qui ne résulte ni d'une utilisation non conforme au présent marché, ni d'une modification non réalisée par le titulaire, ni de la combinaison des résultats avec d'autres produits ou services, elle en informe le titulaire qui prend immédiatement les mesures appropriées pour faire cesser ce trouble et garantit l'Administration de toutes les conséquences dommageables de tous ordres résultant des actions qui pourraient être engagées à cet égard.

Dans ce cadre, le titulaire doit notamment :

- Soit s'efforcer de modifier ou remplacer les produits en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- Soit s'obliger à négocier les cessions, licences ou autorisations nécessaires de telle sorte que l'Administration peut utiliser les procédés ou produits en litige, sans limitation et sans règlement de droit, redevance ou indemnité.

16 - Obligation de conseils et de mise en garde

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations et avoir veillé pour l'établissement de son offre à la cohérence des éléments techniques fournis par la Personne publique.

Le titulaire ne peut pas faire état d'erreurs, omissions ou incohérences dans l'établissement de son offre pour n'exécuter qu'une prestation incomplète par rapport aux obligations qui découlent du présent marché ou non conforme aux règles de l'art.

17 - Obligation de discrétion, confidentialité, sécurité et habilitation

Le titulaire du marché s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution des prestations, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret prévues à l'article 5 du CCAG-TIC.

Toutes les informations dont le titulaire aura eu connaissance avant notification du marché et au cours de son exécution sont considérées comme confidentielles. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Administration, être communiqués à des tiers.

Le titulaire s'interdit toute publication relative à sa mission, quel que soit le support et quelle que soit la destination, sans l'accord préalable écrit de l'Administration.

1°) Tous les renseignements ou documents obtenus par le titulaire à l'occasion de l'exécution du marché présentent un caractère confidentiel.

Le titulaire déclare :

- **se soumettre à toutes les obligations** résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret conformément à l'article 5 du CCAG-TIC.

Les éléments à caractère secret du marché, la nature des informations pouvant conduire à la connaissance de ce secret ainsi que les dispositions particulières de sécurité peuvent faire l'objet d'un document de sécurité notifié au titulaire par ordre de service.

2°) Les données détenues par l'Administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées (communication à la presse, médias, télévision ou autres) à un tiers sans une autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Aucune copie des données détenues par l'Administration ou utilisation de logos ne peut être effectuée par le titulaire sauf autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration. La réalisation d'une copie sans autorisation est considérée par l'Administration comme une violation des dispositions relatives au respect du secret dans l'exécution de la prestation.

3°) Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'Administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le titulaire fait usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

L'Administration dispose d'un accès libre et gratuit à tous les éléments du marché de la conception à la production (matériels, logiciels, documentations, enregistrements divers) pour réaliser des inspections et pour s'assurer de l'efficacité des mesures contre les menaces intentionnelles ou non qui pèsent sur la sécurité des systèmes.

Le titulaire alerte l'Administration de toute menace ou vulnérabilité dont elle aurait connaissance. Il

propose, pour les domaines dont il a la responsabilité, les mesures et moyens nécessaires pour maintenir le niveau de sécurité.

En cas de violation des obligations mentionnées dans le présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

4°) Hébergement des données : En application de l'article L2112-4 du code de la commande publique en vue d'assurer la sécurité des données, l'hébergement doit être réalisé sur le territoire de l'union européenne. En cas de localisation hors du territoire de la France métropolitaine, les frais de transport et d'hébergement des personnes mandatées par l'administration pour visiter et auditer les sites, sont à la charge du titulaire.

18 - Prise en compte des évolutions technologiques

Pour profiter des effets de l'évolution technologique des matériels et éviter l'installation de matériels obsolètes, le titulaire installe du matériel présentant au moins les mêmes caractéristiques que celles initialement prévues au CCTP et pendant toute la durée d'exécution du marché.

Cet article s'applique aux matériels informatiques utilisés pour le marché.

L'Administration précise qu'en cas de carence avérée du fournisseur du matériel (ou de ses fournisseurs ou sous-traitants), le titulaire a la possibilité de proposer à l'Administration un matériel de remplacement sous réserve que le matériel proposé en remplacement doit être techniquement et fonctionnellement identique ou supérieur à celui proposé initialement par le titulaire.

Les produits proposés dans le cadre d'évolutions technologiques ne doivent pas modifier les prix du marché.

19 - Reprise et réversibilité

Le marché commence avec une phase d'acquisition du présent titulaire pendant laquelle l'exécution du marché reste sous la responsabilité du titulaire précédent. Cette période de reprise est de 1,5 mois, sous réserve de la validation de la bascule de responsabilité.

La réversibilité désigne l'acte de retour ou de transfert de responsabilité, par lequel l'Administration reprend, ou fait reprendre par un nouveau titulaire, les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché.

La période de réversibilité est la période couvrant le retour ou le transfert de responsabilité. **Cette période est fixée à 1,5 mois de la fin du marché.** Pendant cette période, le titulaire du présent marché conserve la pleine responsabilité d'exécution du marché.

20 - Assurance du titulaire

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile et professionnelle à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accident ou de dommage lié à l'exécution du présent marché.

Le titulaire est responsable des dommages directs matériels, incorporels et corporels consécutifs à l'exécution des prestations, s'il est établi un lien de causalité entre le préjudice allégué et une faute ou négligence de sa part ou de ses sous-traitants et agents.

Ce contrat doit le garantir, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil, contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'Administration à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent.

Sur simple demande de l'Administration, le titulaire s'oblige à produire copie de sa police d'assurance ou de son contrat d'assurance.

Le titulaire du marché doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à l'Administration, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'Administration exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché.

Le titulaire doit pouvoir justifier des assurances s'appliquant à ses cotraitants ou sous-traitants qui lui sont demandés dans ce présent article.

21 - Résiliation du marché

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 8 du CCAG/TIC.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 50 du CCAG/TIC, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG/TIC, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur.

22 - Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

23 - Différends

23.1 - Recours au comité consultatif de règlement amiable

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

23.2 - Recours au médiateur :

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique (MATTE).

A cet effet, la médiatrice interne du MATTE, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante :

mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, notifie à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

24 - Litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 9 du CCAG/TIC.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 bd de l'Hautil

BP 30322
95027 Cergy-Pontoise CEDEX
Courriel greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
Tel : 01 30 17 34 00
Fax : 01 30 17 34 59

25 - Dérogation aux documents généraux

Les articles du CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/TIC correspondants.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/TIC
2	4.1
2	4.2.1
7.2	3.4.3
8.2	34
8.3	34
8.4	34
13	14
21	51